



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

carburants

Question écrite n° 40022

Texte de la question

M. Dominique Baert rappelle à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie que, depuis 1984, les actions en faveur du maintien de la distribution indépendante de carburants sur le territoire étaient financées par une taxe parafiscale produisant un montant annuel d'environ 60 MF. L'article 130 de la loi de finances pour 1997 avait entrepris de doubler ce montant en mettant en place un nouveau mécanisme, élargissant l'assiette de la taxe sur les surfaces de vente des magasins de commerce de détail aux espaces affectés à la vente au détail de carburants. Or cette dernière ressource n'a pas vu le jour, et la loi de finances pour 2000 vient de mettre fin au régime de financement parafiscal. Le soutien à la distribution indépendante de carburants se trouve à présent incorporé, pour un montant de 73 MF en 2000 - renouvelable en 2001 -, aux actions financées par la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat. Il lui demande quels ont été les objectifs de ce réaménagement, interprété comme un recul par les professions concernées et, plus généralement, quelles orientations sont retenues en matière de soutien au maintien de la distribution indépendante de carburants sur le territoire.

Texte de la réponse

Dans le cadre de la réforme des taxes parafiscales engagée par le Gouvernement, il est apparu souhaitable de modifier le financement du comité professionnel de la distribution du carburant (CPDC) et de ne pas renouveler après le 31 décembre 1999 la taxe parafiscale sur certaines huiles minérales affectée au comité. Le Gouvernement considère en effet que la suppression des taxes parafiscales est un élément important de la modernisation de la fiscalité. Ces suppressions concourent à la simplification de notre fiscalité et permettent d'alléger les prélèvements obligatoires sur les branches concernées ou, dans le cas du CPDC, sur les consommateurs de carburant qui verront en 2000 la facture fiscale allégée d'environ 59 millions de francs. Cette mesure de simplification ne remet pas en cause l'intérêt et la nécessité du comité et de ses actions. Ainsi, afin de permettre au comité de disposer des moyens de remplir ses missions, le Gouvernement vient d'accroître de manière significative les crédits dont il dispose en inscrivant de plus cet effort dans une perspective pluriannuelle. Conformément à l'engagement que le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a pris dans son courrier adressé le 22 décembre 1999 au président du comité, deux arrêtés assurant à ce dernier pour les années 2000 et 2001 un financement significativement supérieur à celui dont il disposait jusqu'à fin 1999 ont été signés. Les ressources publiques du CPDC en 2000 et 2001 s'établiront ainsi à 146 millions de francs (73 millions de francs par an), prélevés sur les excédents de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, contre 105 millions de francs pour les années 1998 et 1999. Cette progression substantielle des ressources publiques consacrées au CPDC permettra de mettre pleinement en oeuvre le nouveau programme d'aides approuvé en 1999 qui prévoit une augmentation du plafond des aides (jusqu'à 450 kF par bénéficiaire), afin notamment que les distributeurs indépendants puissent s'adapter aux nouvelles normes environnementales que doivent respecter les stations-service. Cette augmentation de moyens prouve l'attention du Gouvernement aux enjeux soulevés en termes d'emplois, d'aménagement du territoire et de sécurité des approvisionnements. Cet effort sera poursuivi pour les années suivantes et le Gouvernement veillera à ce que le CPDC soit doté des moyens nécessaires à la poursuite de son action en faveur du secteur de la distribution de carburants.

Données clés

Auteur : [M. Dominique Baert](#)

Circonscription : Nord (8^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 40022

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 janvier 2000, page 255

Réponse publiée le : 3 avril 2000, page 2169